



**SESSION D'OUVERTURE DU SOMMET  
POUR L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALEDONIE**

**PARIS, 2 JUILLET 2025**

**Monsieur le Président de la République,**

**Monsieur le Premier Ministre,**

**Monsieur le Président du Sénat**

**Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale**

**Monsieur le Ministre d'Etat**

**Monsieur le HC de la République en NC**

**Mesdames et Messieurs les élus de Nouvelle-Calédonie,**

**Mesdames et Messieurs, chers confrères**

C'est avec gravité, mais aussi avec espoir, que je prends la parole aujourd'hui au nom des représentants du monde économique calédonien.

Cette voix est celle d'un territoire profondément meurtri, mais debout. C'est la voix de celles et ceux qui entreprennent, forment, investissent et produisent. Cette voix est diverse, mais unie. Et elle exprime une attente forte, légitime : celle d'un avenir viable.

Notre territoire vient de traverser l'épreuve la plus violente de son histoire récente. Les émeutes de mai 2024 ont laissé derrière elles des ruines matérielles, mais aussi des fractures morales. Le tissu économique a été brutalement déchiré et avec lui le socle fragile du lien social, de la solidarité et du vivre ensemble dont il est l'un des principaux piliers.

L'économie calédonienne n'a jamais été aussi affaiblie. Elle est en faillite et les conséquences tangibles se lisent dans la vie quotidienne de milliers de calédoniens qui font face aux plus grandes difficultés pour leurs besoins essentiels : se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner.

Mais nous ne sommes pas venus pour nous plaindre. Nous sommes là pour construire.

Nous le disons avec franchise : le monde économique calédonien n'attend plus de discours ni de reports. Il attend des décisions claires, une vision assumée, et un engagement sans ambiguïté : la Nouvelle-Calédonie, dans toutes ses composantes, veut-elle s'engager clairement sur le chemin du développement économique et social ?

Car nous l'affirmons sans détour: ce chemin n'est pas celui de la fermeture aux compétences, aux investisseurs, aux projets. Ce chemin n'est pas celui de la suradministration, du cloisonnement ou du repli.

Ce chemin est celui de l'ouverture, de l'agilité, de la confiance et de la définition d'un cadre institutionnel et politique favorable à la pleine mise en œuvre du potentiel de la Nouvelle-Calédonie, au bénéfice de ses populations.

Nous devons, collectivement, poser un regard lucide sur le bilan de l'Accord de Nouméa. Il a permis des avancées politiques et symboliques. Mais, du point de vue économique et social, les résultats ne sont pas à la hauteur.

Car la réalité est là : les moyens ne nous ont pas manqué: la dépense publique représente historiquement 55% du PIB calédonien (source: CTC d'après données ISEE). Ce niveau atteint 75% actuellement. C'est insoutenable financièrement mais pour autant, le constat terrible est que cela n'a pas été suffisant:

- 32% des plus de 25 ans n'ont aucun diplôme et 18% des adultes sont en situation d'illétrisme : cette situation est un frein majeur à la réduction des inégalités sociales que les entreprises, malgré tout leur engagement dans la formation professionnelle continue, ne pourront pas combler

Nos principales filières économiques sous-performent:

- Malgré la sur-représentation des SEM dans les secteurs du tourisme, du nickel et de l'agriculture, ces secteurs peinent à se développer et à atteindre la rentabilité
- La création de valeur en terres coutumières représente moins d'1% du PIB calédonien, et notre production agricole a chuté en 30 ans: nous importons en conséquence 85% de ce que nous consommons

Nous souffrons d'un manque de stratégie claire, d'une dilution des compétences, d'une suradministration étouffante, et d'un empilement institutionnel coûteux : la Nouvelle-Calédonie compte 6 000 agents publics territoriaux de plus que la Polynésie française pour une population équivalente.

Ce modèle n'est pas soutenable mais aucun projet politique actuellement proposé n'envisage de le modifier structurellement et cela nous inquiète.

Et pourtant, nous croyons en la Nouvelle-Calédonie. Ses ressources, son territoire, sa jeunesse sont des atouts considérables. Ses lacunes, même, sont porteuses d'un potentiel à notre portée.

Mais l'autonomie financière, l'indépendance économique ne se décrètent pas. Elles se construisent, par des choix courageux, lucides et concertés.

C'est pourquoi nous appelons aujourd'hui à un véritable accord de développement économique et social. Pas un énième plan de soutien. Pas un catalogue de mesures techniques. Une refondation. Nous avons produit une contribution robuste, chiffrée, opérationnelle. Elle est prête.

Cet accord doit reposer sur cinq piliers :

1. Repenser la dépense publique, pour la rendre soutenable et plus orientée vers l'investissement productif.
2. Simplifier l'organisation institutionnelle, et évaluer les compétences transférées à l'aune de leur efficacité.
3. Libérer les initiatives privées, simplifier l'environnement fiscal et réglementaire, redonner confiance aux entrepreneurs.
4. Valoriser les terres coutumières et les filières d'avenir, pour bâtir un développement plus inclusif et durable, sur l'ensemble du territoire
5. Clarifier les règles de citoyenneté, en reconnaissant la contribution de tous les bâtisseurs du bien commun.

Nous ne défendons pas un camp. Nous défendons une conviction : il n'y aura pas de paix durable sans emploi, pas de cohésion sans croissance, pas de société apaisée sans économie vivante.

La tentation du repli est forte. Mais elle est vaine. Ce dont nous avons besoin, ce sont des perspectives, des réformes, et du courage.

Nous sommes prêts à jouer notre rôle. Avec lucidité, sans complaisance mais dans un esprit d'ouverture et de pragmatisme. Parce que nous croyons encore en la Nouvelle-Calédonie. Parce que nous croyons qu'elle peut être un territoire prospère, apaisé, ouvert, et fier de ses racines.

**Monsieur le Président,**

En nous conviant à cette table, vous avez posé un acte fort. Vous avez reconnu que l'avenir calédonien ne se fera pas sans l'économie. Nous y voyons un signal de confiance, mais aussi une opportunité. Celle de bâtir ensemble un accord ambitieux, à la hauteur des défis. Et à la hauteur des espoirs.

Merci